



RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE 2023

Nous vous présentons ci-après nos rapports annuels qui se décomposent ainsi :

- Le rapport sur les comptes annuels
- Le rapport spécial sur les conventions réglementées

ASSOCIATION ADA AURA
23, Rue Jean Baldassini

69364 – LYON CDEX 07

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Cie Régionale de Lyon

ASSOCIATION ADA AURA

Association Loi 1901

23, Rue Jean Baldassini

69364 – LYON CEDEX 07

EXERCICE 2023

| |
|--|
| <p>RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES</p> <p>SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023</p> |
|--|

ASSOCIATION ADA AURA

Association Loi 1901

23, Rue Jean Baldassini

69364 – LYON CEDEX 07

EXERCICE 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS CLOS AU 31 DECEMBRE 2023

A l'assemblée générale de l'association ADA AURA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADA AURA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note "Règles et méthodes comptables" de l'annexe des comptes annuels concernant la comptabilisation des conventions ITSAP.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des méthodes retenues pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité.

Nous avons analysé l'exhaustivité et la correcte comptabilisation des subventions et leurs éléments justificatifs.

Nous avons vérifié la composition et la justification des soldes des comptes composant les postes autres créances, disponibilités, dettes fiscales et sociales et produits constatés d'avance.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Etienne le, 26 janvier 2024

SARL CABINET SAUNIER AUDIT

Pierrick SAUNIER

*Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon*



BILAN ACTIF

| ACTIF | | Exercice N 31/12/2023 12 | | | Exercice N-1 31/12/2022 12 | Ecart N / N-1 | |
|---------------------------|--|-----------------------------|------------------------------------|--------------|-------------------------------|---------------|--------|
| | | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Net | Euros | % |
| ACTIF IMMOBILISE | Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques... | | | | | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | | | |
| | Terrains | | | | | | |
| | Constructions | 27 573.86 | 7 339.07 | 20 234.79 | 23 218.97 | 2 984.18- | 12.85- |
| | Installations techniques Matériel et outillage | 66 029.39 | 66 029.39 | | | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | <i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i> | | | | | | |
| | Immobilisations financières (1) | | | | | | |
| | Participations et Créances rattachées | | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | |
| | Prêts | | | | | | |
| | Autres | 250.00 | | 250.00 | 250.00 | | |
| | Total I | 93 853.25 | 73 368.46 | 20 484.79 | 23 468.97 | 2 984.18- | 12.72- |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en cours | | | | | | |
| | Créances (2) | | | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 4 733.40 | 1 305.00 | 3 428.40 | 22 831.55 | 19 403.15- | 84.98- |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | | | |
| | Autres | 1 002 011.13 | | 1 002 011.13 | 331 712.35 | 670 298.78 | 202.07 |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| | Instruments de trésorerie | | | | | | |
| | Disponibilités | 112 001.36 | | 112 001.36 | 413 622.27 | 301 620.91- | 72.92- |
| | Charges constatées d'avance (2) | 2 371.36 | | 2 371.36 | 2 616.98 | 245.62- | 9.39- |
| | Total II | 1 121 117.25 | 1 305.00 | 1 119 812.25 | 770 783.15 | 349 029.10 | 45.28 |
| Comptes de Régularisation | Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | | |
| | Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | | |
| | Ecart de conversion actif (V) | | | | | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | 1 214 970.50 | 74 673.46 | 1 140 297.04 | 794 252.12 | 346 044.92 | 43.57 |

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

| PASSIF | | Exercice N 31/12/2023 12 | Exercice N-1 31/12/2022 12 | Ecart N / N-1 Euros % | |
|-------------------------------|--|-----------------------------|-------------------------------|--------------------------|--------|
| FONDS PROPRES | Fonds propres | | | | |
| | Fonds propres sans droit de reprise : | | | | |
| | Fonds propres statutaires | 62 233.02 | 62 233.02 | | |
| | Fonds propres complémentaires | | | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise : | | | | |
| | Fonds statutaires | | | | |
| | Fonds propres complémentaires | 106 900.68 | 106 900.68 | | |
| | Ecarts de réévaluation | | | | |
| | Réserves : | | | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | 108 980.45 | 108 980.45 | | |
| FONDS DÉDIÉS | Réserves pour projet de l'entité | | | | |
| | Autres | | | | |
| | Report à nouveau | 271 446.69 | 168 628.02 | 102 818.67 | 60.97 |
| | Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | 11 108.96 | 102 818.67 | 91 709.71 | 89.20 |
| | Situation nette (sous total) | 560 669.80 | 549 560.84 | 11 108.96 | 2.02 |
| | Fonds propres consommables | | | | |
| | Subventions d'investissement | | | | |
| | Provisions réglementées | | | | |
| | Total I | 560 669.80 | 549 560.84 | 11 108.96 | 2.02 |
| | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | | | |
| PROVISIONS | Fonds dédiés | | | | |
| | Total II | | | | |
| | Provisions pour risques | 15 000.00 | | 15 000.00 | |
| PROVISIONS | Provisions pour charges | 5 751.00 | 20 751.00 | 15 000.00 | 72.29 |
| | Total III | 20 751.00 | 20 751.00 | | |
| DETTES (1) | Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | | | | |
| | Emprunts et dettes financières diverses | | | | |
| | Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 15 878.25 | 21 001.78 | 5 123.53 | 24.40 |
| | Dettes des legs ou donations | | | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 195 489.85 | 176 308.29 | 19 181.56 | 10.88 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Autres dettes | 82 061.01 | 16 995.01 | 65 066.00 | 382.85 |
| | Instruments de trésorerie | | | | |
| | Produits constatés d'avance | 265 447.13 | 9 635.20 | 255 811.93 | N5 |
| DETTES (1) | Total IV | 558 876.24 | 223 940.28 | 334 935.96 | 149.56 |
| | Ecarts de conversion passif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | | 1 140 297.04 | 794 252.12 | 346 044.92 | 43.57 |

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

293 429.11 223 940.00

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N / N-1 | |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| | 31/12/2023 12 | 31/12/2022 12 | Euros | % |
| Produits d'exploitation (1) | | | | |
| Cotisations | 72 124. 00 | 70 306. 52 | 1 817. 48 | 2. 59 |
| Ventes de biens et services | | | | |
| Ventes de biens | 7 973. 50 | 3 500. 50 | 4 473. 00 | 127. 78 |
| Ventes de dons en nature | | | | |
| Ventes de prestations de service | 73 654. 03 | 78 438. 00 | 4 783. 97- | 6. 10- |
| Parrainages | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 618 696. 10 | 673 378. 48 | 54 682. 38- | 8. 12- |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | 17 459. 00 | | 17 459. 00 | |
| Ressources liées à la générosité du public | 3. 00 | 95. 00 | 92. 00- | 96. 84- |
| Dons manuels | | | | |
| Mécénats | | | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | | | |
| Contributions financières | 141 163. 00 | 104 123. 00 | 37 040. 00 | 35. 57 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 15 784. 15 | 13 886. 93 | 1 897. 22 | 13. 66 |
| Utilisations des fonds dédiés | | | | |
| Autres produits | 4 127. 02 | 1 347. 85 | 2 779. 17 | 206. 19 |
| Total I | 950 983. 80 | 945 076. 28 | 5 907. 52 | 0. 63 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | |
| Achats de marchandises | | 321. 20 | 321. 20- | 100. 00- |
| Variation de stock | | | | |
| Autres achats et charges externes | 347 830. 71 | 286 913. 94 | 60 916. 77 | 21. 23 |
| Aides financières | | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 2 959. 78 | 2 808. 08 | 151. 70 | 5. 40 |
| Salaires et traitements | 433 430. 10 | 402 697. 90 | 30 732. 20 | 7. 63 |
| Charges sociales | 135 492. 07 | 132 758. 65 | 2 733. 42 | 2. 06 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 2 984. 18 | 2 984. 18 | | |
| Dotations aux provisions | 16 305. 00 | 15 180. 00 | 1 125. 00 | 7. 41 |
| Reports en fonds dédiés | | | | |
| Autres charges | 873. 00 | 2 992. 00 | 2 119. 00- | 70. 82- |
| Total II | 939 874. 84 | 846 655. 95 | 93 218. 89 | 11. 01 |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | 11 108. 96 | 98 420. 33 | 87 311. 37- | 88. 71- |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N / N-1 | |
|---|---------------|---------------|---------------|--------|
| | 31/12/2023 12 | 31/12/2022 12 | Euros | % |
| Produits financiers | | | | |
| De participation | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total III | | | | |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total IV | | | | |
| 2. Résultat financier (III-IV) | | | | |
| 3. Résultat courant avant Impôts (I-II+III-IV) | 11 108,96 | 98 420,33 | 87 311,37 | 88,71 |
| Produits exceptionnels | | | | |
| Sur opérations de gestion | | 4 398,34 | 4 398,34 | 100,00 |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | | | |
| Total V | | 4 398,34 | 4 398,34 | 100,00 |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| Total VI | | | | |
| 4. Résultat exceptionnel (V-VI) | | 4 398,34 | 4 398,34 | 100,00 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | | | |
| Total des produits (I+III+V) | 950 983,80 | 949 474,62 | 1 509,18 | 0,16 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 939 874,84 | 846 655,95 | 93 218,89 | 11,01 |
| 5. EXCEDENT OU DEFICIT | 11 108,96 | 102 818,67 | 91 709,71 | 89,20 |

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 140 297.04 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 950 983.80 Euros et dégageant un excédent de 11 108.96 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'ADA AURA est une association à but non lucratif . Elle est née le 1er janvier 2017 de l'union de l'ADA Auvergne et de l'ADA Rhône-Alpes qui ont été créées dans les années 1990.

Les membres de l'ADA AURA sont de trois types : des apiculteurs, des structures apicoles, ou des structures souhaitant soutenir le développement apicole régional.

L'ADA AURA œuvre au développement de l'apiculture en Auvergne-Rhône-Alpes en mettant en place un programme d'actions complet, combinant des expérimentations et tests pour produire des données, ainsi que des actions de conseils et de communication pour les diffuser.

L'ADA AURA apporte ainsi aux apiculteurs des partages d'expériences et techniques pour progresser, ainsi qu'un accompagnement dans leur activité. L'ADA AURA agit également au-delà du monde apicole pour représenter la filière régionale et pour sensibiliser dans le but d'améliorer l'environnement de l'abeille.

L'ADA AURA réalise ses actions aux côtés de nombreux partenaires financiers et techniques, parmi ceux-ci , la Région Auvergne-Rhône-Alpes, L'Union Européenne au titre du FEAGA et du FEADER, ...

L'équipe se compose de 13 salariés dont une directrice, 1 assistante administrative, 8 techniciens apicoles, 1 chargée de mission, 1 chargée de communication et 1 apprentie.

Lieu de d'exploitation de l'activité:

L'association dispose de trois antennes basées à Aubière (Puy de Dôme), Etoile sur Rhône (Drôme) et à Saint Baldoph (Savoie).

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2023 les conventions de prestations ITSAP sont désormais comptabilisées dans le compte 753100 et 753101. En effet ils s'agit de cotisation volontaire obligatoire de l'interprofession. Auparavant elles étaient comptabilisées en prestations diverses.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

| | Valeur brute début d'exercice | Augmentations | |
|--|-------------------------------------|---------------|--------------|
| | | Réévaluations | Acquisitions |
| Constructions sur sol propre | 27 574 | | |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 8 980 | | |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | 57 049 | | |
| TOTAL | 93 603 | | |
| Prêts, autres immobilisations financières | 250 | | |
| TOTAL | 250 | | |
| TOTAL GENERAL | 93 853 | | |

| | Diminutions | | Valeur brute en fin d'exercice | Réévaluation Valeur d'origine fin exercice |
|--|---------------|----------|--------------------------------------|--|
| | Poste à Poste | Cessions | | |
| Constructions sur sol propre | | | 27 574 | 27 574 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | | | 8 980 | 8 980 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | | | 57 049 | 57 049 |
| TOTAL | | | 93 603 | 93 603 |
| Prêts, autres immobilisations financières | | | 250 | 250 |
| TOTAL | | | 250 | 250 |
| TOTAL GENERAL | | | 93 853 | 93 853 |

Etat des amortissements

| Situations et mouvements de l'exercice | Montant début d'exercice | Dotations de l'exercice | Diminutions Reprises | Montant fin d'exercice |
|--|-----------------------------|----------------------------|-------------------------|---------------------------|
| Constructions sur sol propre | 4 355 | 2 984 | | 7 339 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 8 980 | | | 8 980 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | 57 049 | | | 57 049 |
| TOTAL | 70 384 | 2 984 | | 73 368 |
| TOTAL GENERAL | 70 384 | 2 984 | | 73 368 |

| Ventilation des dotations de l'exercice | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels | Amortissements dérogatoires | |
|--|-----------------------------|------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|----------|
| | | | | Dotations | Reprises |
| Constructions sur sol propre | 2 984 | | | | |
| TOTAL | 2 984 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 2 984 | | | | |

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A l'ouverture | Affectation du résultats | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|-------------------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 62 233 | | | | 62 233 |
| Fonds propres avec droit de reprise | 106 901 | | | | 106 901 |
| Réserves | 108 980 | | | | 108 980 |
| Report à nouveau | 168 628 | | 102 819 | 0 | 271 447 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 102 819 | 102 819- | 11 109 | 0- | 11 109 |
| Situation nette | 549 561 | | 113 928 | 102 819 | 560 670 |
| TOTAL I | 549 561 | 102 819- | 113 928 | 0 | 560 670 |

Etat des provisions

| Provisions pour risques et charges | Montant début d'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Montants utilisés | Diminutions Montants non utilisés | Montant fin d'exercice |
|---|--------------------------|-------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| Pensions et obligations similaires | 5 751 | | | | 5 751 |
| Autres provisions pour risques et charges | 15 000 | 15 000 | 15 000 | | 15 000 |
| TOTAL | 20 751 | 15 000 | 15 000 | | 20 751 |

| Provisions pour dépréciation | Montant début d'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Montants utilisés | Diminutions Montants non utilisés | Montant fin d'exercice |
|--|--------------------------|-------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| Sur comptes clients | 180 | 1 305 | 180 | | 1 305 |
| TOTAL | 180 | 1 305 | 180 | | 1 305 |
| TOTAL GENERAL | 20 931 | 16 305 | 15 180 | | 22 056 |
| Dont dotations et reprises d'exploitation | | 16 305 | 15 180 | | |

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des échéances des créances et des dettes

| Etat des créances | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|---|------------------|------------------|---------------|
| Autres immobilisations financières | 250 | | 250 |
| Clients douteux ou litigieux | 1 305 | 1 305 | |
| Autres créances clients | 3 428 | 3 428 | |
| Divers état et autres collectivités publiques | 1 001 699 | 1 001 699 | |
| Débiteurs divers | 312 | 312 | |
| Charges constatées d'avance | 2 371 | 2 371 | |
| TOTAL | 1 009 366 | 1 009 116 | 250 |

| Etat des dettes | Montant brut | A 1 an au plus | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|---|----------------|----------------|--------------|-----------------|
| Fournisseurs et comptes rattachés | 15 878 | 15 878 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 99 675 | 99 675 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 94 522 | 94 522 | | |
| Autres impôts taxes et assimilés | 1 292 | 1 292 | | |
| Autres dettes | 82 061 | 82 061 | | |
| Produits constatés d'avance | 265 447 | 265 447 | | |
| TOTAL | 558 876 | 558 876 | | |

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

| Catégorie | Mode | Durée |
|-------------------------|----------|------------|
| Matériel de bureau | Linéaire | 3 ans |
| Mobilier | Linéaire | 1 à 5 ans |
| Matériels et outillages | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Constructions | Linéaire | 3 à 10 ans |

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Produits à recevoir

| Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|-----------|
| Autres créances | 1 001 699 |
| Total | 1 001 699 |

Charges à payer

| Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|---------|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 11 490 |
| Dettes fiscales et sociales | 66 343 |
| Total | 77 833 |

Charges et produits constatés d'avance

| Charges constatées d'avance | Montant |
|-----------------------------|---------|
| Charges d'exploitation | 2 371 |
| Total | 2 371 |
| Produits constatés d'avance | Montant |
| Produits d'exploitation | 265 447 |
| Total | 265 447 |

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

| Tranches d'âges | Engagement à | Montant |
|------------------|----------------|---------|
| 65 ans | moins d'un an | |
| 60 à 64 ans | 1 à 5 ans | |
| 55 à 59 ans | 6 à 10 ans | |
| 45 à 54 ans | 11 à 20 ans | 835 |
| 35 à 44 ans | 21 à 30 ans | 3 285 |
| moins de 35 ans | plus de 30 ans | 1 631 |
| Engagement total | | 5 751 |

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 65 ans
- profil de carrière à décroissance moyenne
- turn over faible
- taux d'inflation : 2%
- taux d'actualisation: 3.1%

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

| | Dirigeants | Autres | Provisions |
|---|------------|--------|------------|
| Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité | | | 5 751 |



Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Cie Régionale de Lyon

ASSOCIATION ADA AURA

Association Loi 1901

23, Rue Jean Baldassini

69364 – LYON CEDEX 07

EXERCICE 2023

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES AU 31 DECEMBRE 2023

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
clos le 31 Décembre 2023**

ASSOCIATION ADA AURA

Association Loi 1901

23, Rue Jean Baldassini

69364 – LYON CEDEX 07

EXERCICE 2023

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES AU 31 DECEMBRE 2023**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
clos le 31 décembre 2023**

A l'assemblée générale de l'association ADA AURA,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint Etienne le, 26 janvier 2024

SARL CABINET SAUNIER AUDIT

Pierrick SAUNIER

*Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon*

